

## Non-violence – espace public oppositionnel – transformation sociale

(Epilogue à la réunion du 10-5-10 sur « non-violence et désobéissance civile » animée par Sylvie)

1. Le débat sur une redéfinition des orientations et formes d'action de transformation sociale s'impose face à l'impossibilité d'une réanimation de formes de lutte de classes (réformistes ou révolutionnaires). Celles-ci sont périmées à cause de la dislocation et décomposition de la classe ouvrière et la perte de la souveraineté de l'Etat-Nation suite à la transformation d'un capitalisme industriel en capitalisme financier. Ils n'existent plus ni une force sociale capable de conquérir le pouvoir étatique ni un pouvoir étatique capable de réorganiser la société sur de nouvelles bases.
2. Le « programme prolétarien » dans la tradition marxiste étant devenu obsolète le moment est venu de revisiter les théories qui formulaient une alternative à ce programme : les théories d'obédience anarchiste. Elles visaient une destruction de l'Etat comme forme violente d'organisation sociale. L'Etat-détenteur du monopole de la violence s'approprie les formes diffuses de la violence et les transforme en violence institutionnelle mise en œuvre par un système de domination « légitime ». Cette forme d'organisation sociale devait être remplacée par un principe de base alternatif : la non-violence.
3. Même s'ils existaient au sein du mouvement anarchistes des courants qui n'excluaient pas l'action violente (attentats, terrorisme...) l'idée principale était la création des formes de vie sociale non-violente « ici et maintenant », sans détour par une conquête de positions de commande de l'institution étatique. Aussi bien la voie parlementaire que la voie révolutionnaire de prise de pouvoir étaient considérées comme un contre-sens. L'objectif d'une nouvelle forme de société basée sur la non-violence et la non-domination, ne pouvait être atteint que par des moyens non-violents, sans participation à la violence institutionnelle. Fin et moyens devaient coïncider. C'est d'ailleurs cette idée qui a été reprise par Gandhi et mise au centre de son action, bien qu'elle a été dénaturée par le projet d'un Etat-Nation indien parlementaire.
4. Il faut constater en plus actuellement que même si l'Etat peut encore maintenir – avec difficultés – son monopole de la violence sur un territoire donné, il perd de plus en plus ses possibilités de contrôle sur l'économie qui impose ses objectifs toujours plus pressants sans médiation par l'Etat. Les Etats sont mis au pas. Alors toute tentative d'utilisation du pouvoir étatique à des fins de transformation sociale est devenue illusoire.
5. A l'antagonisme de la lutte de classe autour du pouvoir étatique comme enjeu principal s'est substitué l'antagonisme entre le capital, « sujet automate » (Marx), mécanisme anonyme d'accumulation de la valeur d'un côté, et les forces vives de l'humanité, leur intelligence collective, leurs connaissances et leur imaginaire créatif – appelé « general intellect » par Marx – de l'autre. Comme le travail immédiat vivant – source de la plus value – est réduit aujourd'hui à un minimum dans les processus productifs le capital a trouvé une nouvelle forme d'accumulation : la financiarisation spéculative de l'économie, la vampirisation de toutes les richesses créées dans le passé, de tous les acquis culturels et sociaux et du potentiel productif de l'humanité encore nécessaire, pour nourrir les bulles financières dont profite une minorité toujours plus restreinte des agents du capital financier et de ses serveurs politiques ou « show biz », les vedettes du grand spectacle.
6. Face à ce déclenchement d'une violence économique délirante qui caractérise l'implosion d'un modèle de civilisation basé sur la valeur-travail et le fétichisme de la marchandise, une violence économique accompagnée par des manifestations d'une nouvelle violence militaire et les dévastations de la violence symbolique de l'industrie culturelle, armée par les prodiges des nouvelles technologies, il serait complètement illusoire de vouloir développer une contre-violence capable de renverser le sens des cadres institutionnels. Ni les armes militaires, ni les institutions étatiques et parlementaires, ni les institutions culturelles-médiatiques ne

Une telle redéfinition consisterait aussi à clarifier, rendre publiques les oppositions qui structurent l'espace public, quand il est de l'intérêt du pouvoir de les occulter, de les rendre obscures, de les neutraliser par l'affirmation de l'Etat de droit. Il s'agirait de rendre manifestes les rapports de force qui s'exercent dans l'espace public pour permettre à chacun de les reconnaître et de s'y situer, choisir son camp. Là encore, dégager une orientation quand tout semble obscur.

Enfin, l'ouverture de tels espaces publics du fait de la perversion de la publicité et de la force employée en lieu et place de la raison donne déjà un critère sûr de la conflictualité vis-à-vis d'un Etat avec qui il n'est plus possible de dialoguer, de parler, ce qui est la première violence (cf. Eric Weil, *Violence et langage*).

Une telle compréhension de l'espace public oppositionnel qui maintienne la tension constitutive du concept permet selon moi d'éviter aux formations militantes les risques d'un décisionnisme intrinsèquement arbitraire et subjectiviste, qui pose son ennemi en même temps qu'il se pose, et fait basculer la conflictualité dans le non-sens, la violence pure, car il ne trouve pas d'autre en face duquel faire valoir, reconnaître, le sens du conflit, la contradiction. *Si la conflictualité sociale révèle que tout ne peut pas se régler dans les codes de l'espace public – identifié alors à l'espace public « bourgeois » – il reste que cette conflictualité pour avoir un sens se manifeste toujours dans les codes d'un espace public : pour dire que l'histoire est celle de la lutte des classes, Marx écrit un manifeste... et ne dit pas comme l'Appel « qu'il s'adresse à ceux qui l'entendent »...* Le retrait de l'espace public et de tous ses codes perçus comme ceux de l'ennemi favorise alors au contraire cette conception identitaire et sectaire de la politique, où l'on se reconnaît entre soi, dans des groupes affinitaires, où le monde se partage entre élus et ennemis, rôles distribués à l'avance comme par prédestination, sans pour le coup aucune possibilité de changement subjectif. Je vise là cette « posture radicale » dont parle David Amalric dans laquelle le rejet des codes de l'espace public va de pair avec celui de la démocratie, en AG par exemple (tours de parole...) qui visent à permettre à tout le monde de prendre la parole, contre le droit du plus fort...

C'est ce qui m'amène à pointer a contrario ce qui me semble être un autre axe d'intérêt du concept d'espace public oppositionnel : favoriser de nouvelles formes de publicité, de capacité à être public, à s'exprimer dans l'oppositionnalité, contre sa dépossession dans la sphère publique officielle. C'est ce qu'on peut voir dans les prises de parole de ceux qui ne la prenaient pas, la révélation d'individualités dans ce contexte, ou dans les tentatives pour favoriser cette prise de parole à la faveur de ces contextes oppositionnels. Favoriser la parole des dominés, des assujettis, ceux dont on n'entend pas la voix habituellement. C'est pour cela que je regrette que l'atelier « prise de parole » proposé le 29 juin n'ait pas donné suite. Un chantier collectif, un peu dans l'esprit de ce que fait déjà le séminaire « propriété et résistances » serait peut-être à ouvrir là-dessus, en alternant travail théorique (à partir de Foucault, l'expérience du GIP, De Certeau et la prise de parole en mai 68, Arlette Farge aujourd'hui...) et approches de terrain (enquête, interviews...). Où se poserait la question des frontières à faire bouger entre philosophie et sociologie...

(Mais le travail de confrontation systématique des livres d'Habermas et de Negt que nous aurions dû faire reste à faire, peut-être que « propriété et résistances » l'a fait ?)

## La vie de l'UA défile devant mes yeux...

Pour en revenir à l'histoire même du projet, je l'ai donc rencontré lors de sa relance l'année dernière par la CNT fin février 2009 à Lyon 2 Quais. Il devait bien y avoir une trentaine de personnes... Je n'y suis plus retourné avant d'être tenu au courant sur la liste de diffusion par Gzavier que Dietrich souhaitait lancer un projet similaire en se revendiquant de la Théorie critique. C'est la rencontre de ces initiatives qui a été pour moi l'élément déclencheur : j'ai senti que quelque chose se passait et que s'ouvrait peut-être un espace de liberté où je pourrais contribuer à créer quelque chose.

Mais apparemment une cassure s'était produite entre-temps, car quand je reprenais contact les réunions avaient migré à La Friche – un squat d'artistes dans le 3<sup>ème</sup> arrondissement – et il n'y avait plus que quelques personnes pour l'animer (Pierre-Alexandre, Laetitia, Manon, Jérémy, Gzavier...). Ca n'a pas empêché que le courant passe bien entre nous, dans ce lieu qui nous a accordé une hospitalité royale – et je regrette que nous ne lui ayons pas été plus fidèles et que nous ne lui ayons pas témoigné de soutien quand il en avait besoin et que nous l'aurions pu. Nous y avons donc rédigé notre premier document d'orientation, et ça a été un premier « moment communiste », une vraie expérience d'écriture collective qui a été enrichissante pour chacun d'entre nous je pense. Le contexte de rédaction, plus la fraîcheur et la spontanéité des débuts, font que je retrouve aujourd'hui dans ce texte nos meilleures intuitions. Dans ce lieu, la dimension d'expérimentation pédagogique du projet a pu aussi se donner libre cours, alors qu'elle s'est progressivement éteinte ensuite.

Nous avons donc alterné les rencontres dans ce lieu et à l'ISH à l'invitation de Dietrich, qui nous a présenté sa vision des choses et fait une petite introduction à la Théorie critique. Nous y avons aussi rencontré les membres de son séminaire qui resteront associé au projet – Sylvie surtout.

Enfin, une dernière rencontre s'était opérée avec des personnes (Michel, Monique...) rencontrées lors de la présentation d'un livre d'Hugues Lethierry – que nous retrouverons ensuite – sur les « apprentissages militants » (titre en plein dans notre projet...), et que l'esprit et l'ouverture du projet avaient séduits.

Tout ce petit monde s'est donc fédéré en se voyant tantôt à La Friche, tantôt à l'ISH : nous avons ainsi fait notre premier atelier à La Friche sur l'expérience de Vincennes, le référent historique que nous nous étions donné, ce qui nous a d'ailleurs amené à entrer en contact avec des « anciens » et à recueillir quelques témoignages et encouragements de leur part.

Avec la constitution de ce nouvel élan nous nous sommes alors concentrés sur la perspective d'organiser une nouvelle réunion publique avant l'été, et ça a été le 29 juin, second « moment communiste » et mon meilleur souvenir personnellement. Avec l'affiche « Ralentir travaux » à l'entrée de la salle... Dietrich, Michel et moi avons présenté le projet à une vingtaine de personnes, avec lesquelles l'échange a été très riche. Il y avait même « L'étranger », Timothée, très « épiphanique », venu parler le deleuzien sans que tout le monde le comprenne... L'après-midi de proposition et d'inscription pour des ateliers a été vécu par moi comme un vrai dispositif matériel d'intelligence collective, entre le fait de s'inscrire à un atelier particulier le nez sur le tableau, puis de pendre du recul pour dégager de toutes les propositions une cohérence globale. Le soir, avec l'épuisement, la projection de *Vincennes, le ghetto expérimental* à *La Plume noire* a été un vrai bon moment, très drôle, où tout le monde se rendait compte que la population des facs n'avait pas beaucoup changé...

Pour ne pas laisser retomber la dynamique du 29 juin, nous nous sommes retrouvés ensuite jusqu'à fin juillet tantôt à la fac, tantôt au CEDRATS (centre d'études, de documentation et de recherche sur les alternatives sociales animé par Mimmo Pucciarelli, mémoire libertaire et alternative lyonnaise – surtout des pentes de la Croix-Rousse, qui lui aussi a été d'une très grande générosité avec nous). Nous avons cherché à voir les ateliers qui pouvaient démarrer, travailler à rédiger des textes « constituants » en échangeant entre nous pendant l'été.

Tout ce travail a abouti à une réunion de rentrée, à nouveau sur les Pentes mais à la Maison de l'écologie cette fois (là encore, merci...) le 11 septembre (mauvais signe peut-être...). Nous nous sommes retrouvés une douzaine pour la discussion très animée – nouveau « moment communiste » – du nouveau texte collectif « Projet de l'université autogérée », ce qui a donné lieu ensuite à la constitution d'un dossier de présentation et à l'ouverture d'un blog.

Ces textes qui étaient censés ouvrir une activité n'ont malheureusement pas atteint leur but. On peut en retirer une vraie critique des textes programmatiques, performatifs, qui disent qui on est et ce qu'on va faire, en lieu et place d'être et de faire effectivement... Le premier document d'orientation, loin d'être parfait, s'appuyait au contraire sur une expérience vécue...

Après cela nous avons bien fait un atelier sur le texte de Prado, un autre sur l'imaginaire, tenté de mettre en place l'atelier avec le collectif RESF... mais rien qui s'établissait dans la continuité, tandis que notre effectif s'amenuisait et que les étudiants retournaient étudier... le noyau animateur s'est finalement réduit à quatre personnes (Dietrich, Gzavier, Michel et moi). Peut-être que notre proposition a eu à pâtir de l'échec du mouvement et de son arrêt brutal si mal vécu avec la tenue forcée des examens, ce qui n'a pas dû donner aux étudiants l'envie de construire quelque chose sur la dynamique du mouvement, en tout cas quelque chose qui se serait situé entre des organisations plus traditionnelles (ml, anars...) et une proposition plus dépolitisée comme Lyon zéro... ?

La démarche des ateliers ayant visiblement échoué, nous avons alors adopté une proposition plus centralisée, autour d'un séminaire sur les espaces publics oppositionnels, thème censé être assez ouvert et permettre la croisée de la théorie et de la pratique. Nous avons rassemblé une vingtaine de personnes pour la rencontre initiale autour d'Henri Lefebvre et la ville... pour nous retrouver ensuite à quatre la semaine suivante pour une intro à Negt. Il y a bien eu ensuite une troisième séance sur les médias alternatifs, mais le projet avait dû recevoir là son coup fatal... Nous avons alors décidé de le « mettre en sommeil », comme on dit pudiquement, avant que la proposition de l'inter-séminaire ne le réactive pour une contribution qui semblera donc sans doute forcément un peu artificielle, mais qui témoigne au moins d'une volonté et des difficultés rencontrées pendant un an.

J'en retiens la tentative de constituer un « médium », un milieu pour la rencontre de toutes sortes de perspectives émancipatrices, et pour ouvrir la critique sociale, un peu comme veut le faire la revue Z (<http://www.zite.fr>) dont je trouve la démarche passionnante. Et il reste des rencontres...

Philippe, 31/05/10

## Ce qui m'a plu dans le projet UA.

J'ai commencé à venir aux réunions de l'UA en mai 2009, pour un cours sur la philosophie critique.

Ce qui m'a accroché, c'est la perspective de partager avec des universitaires et des praticiens de la lutte sociale la pratique de la philosophie critique.

La perspective d'exercer au sein d'un collectif une pensée critique fondée sur la praxis et tournée vers l'action.

S'intéresser aux luttes des assujettis car elles découpent les fissures du pouvoir et recèlent des amorces d'émancipation.

Accompagner des luttes nouvelles, pour, avec leurs animateurs, en revisiter les concepts, et les formes d'organisation.

Examiner les ressorts utilisés dans le discours et dans l'agitation du pouvoir, et mettre à nu les transformations réelles qu'il opère sur la société. Dévoiler les glissements et dévoiements de sens imposés aux mots les plus utilisés. Dévoiler les ressorts de tromperie.

Evaluer l'impasse dans laquelle se trouvent les syndicats et les groupes « à gauche de la gauche ». Expérimenter une politique des opprimés qui reste à réinventer.

Tout cela vaut de prendre un peu de temps, tout en s'aidant des écrits de philosophes et sociologues actuels et permet de capitaliser le vécu passé, sur lequel, avant que je sois retraité, on prenait trop peu de recul.

Mais je comprends que le règne du chiffre, du résultat, l'un et l'autre aliénants, qui s'abat sur les universitaires, enseignants et étudiants, les crispe sur des formes élémentaires de résistance, étouffe leur disponibilité.

Plus tard, reviendra le temps de l'émancipation.

Michel  
UA Lyon 28 mai 2010

d'élitisme, qui présuppose un rapport de familiarité au savoir, aux références contemporaines de la pensée critique... qui tendrait à nous isoler du plus grand nombre qui a lutté pour la défense du principe et de la possibilité mêmes d'acquiescer des savoirs émancipateurs, contre l'inégalité organisée aujourd'hui pour leur acquisition. Je dis ça car de notre côté on a pu nous percevoir comme « intellectuelistes », ce qui favorisait des formes d'appréhension, un comble... Nous avions cherché à éviter cet écueil dans notre premier document d'orientation, comme cité plus haut, et en nous situant dans les insuffisances de la « démocratisation de l'université », ce qui nous faisait assumer aussi je pense une part de filiation avec l'éducation populaire.

Cette insistance sur la conquête de formes de majorité me semble avoir aussi une portée politique plus large. Comme nous avons aussi conçu notre entreprise comme la recherche d'un « nouveau langage commun de la lutte », de ce que David Amalric appelle des « ruptures symboliques » au niveau des mots de la contestation, je risque que ce concept de *majorité* m'apparaisse central aujourd'hui. Nous avons en effet cherché à favoriser le lien d'initiatives comme la nôtre avec des luttes extérieures à l'université. Nous avons ainsi tenté de maintenir un contact avec un collectif de jeunes majeurs sans papiers pour lesquels la majorité est synonyme de menace d'expulsion et donc redoutée. Un poème issu de leur atelier d'écriture a été lu lors de notre journée de présentation, qui disait, « devenir majeur, c'est un risque majeur ». Personnellement, ce slogan m'a saisi comme une expression de cette singularité universelle, comme la portée universelle d'une lutte locale. On parle beaucoup en effet de la rencontre à réaliser entre jeunesse des universités, des quartiers, jeunesse sans papiers donc... Est-ce que ce concept de majorité n'est pas propre à la penser, à en saisir les enjeux ? Est-ce que la jeunesse n'a pas à redouter la majorité, quand les formes du chômage, de la précarisation, de la stigmatisation l'attendent ? Ou est-ce que cette majorité n'apparaît pas plutôt aujourd'hui comme quelque chose d'inatteignable ? Est-ce que le pouvoir ne cherche pas à maintenir les individus dans une situation de minorité structurelle, à susciter toutes les formes de dépendance, de passivité, d'hétéronomie, d'aliénation, telles qu'elles empêchent précisément cette conquête de l'autonomie (matérielle et cognitive), des individus ou de la société par rapport à l'Etat, au capital, etc... ? Entre bien d'autres choses on peut penser ici à la privatisation et la dépossession de l'espace public par la seule publicité marchande, ou aux nouvelles technologies de captation de l'attention, qui contribuent à maintenir l'individu dans un état de minorité pulsionnel – cf. les travaux de Bernard Stiegler, notamment *Prendre soin, de la jeunesse et des générations*).

Bref, tout ça pour monter l'intérêt d'un chantier collectif sur de nouvelles Lumières pour aujourd'hui (voir le numéro 17 de *Contretemps*, « Lumières, actualité d'un esprit »). Qui présenterait aussi l'intérêt d'aborder le débat sur le communautarisme et les identités : « C'est la tension individu/communauté qui doit résoudre l'aporie d'une multiséculaire opposition entre individu et société et l'impasse que représente l'opposition entre d'un côté une universalité abstraite rattachée aux Lumières et à la révolution française et de l'autre le développement actuel des particularismes et du relativisme culturel présentés comme des universels concrets » (Jacques Wajnsztein, *Après la révolution du capital*, intervention aux Journées critiques, <http://storage.canalblog.com/40/73/690505/50732883.doc>). La résolution de cette aporie, le dépassement de cette opposition sont peut-être à trouver dans ce que Slavoj Žižek appelle à la suite de Deleuze précisément la « singularité universelle », dans laquelle il retrouve d'ailleurs « l'usage public de la raison » : « C'est ce que Kant, dans son célèbre article *Qu'est-ce que les Lumières ?*, entendait par l'usage "public" de la raison en tant qu'opposé à son usage "privé" : le terme "privé" ne désigne pas ici l'individu pris en dehors des liens communautaires, mais bien l'ordre communautaire, institutionnel ou éthique auquel on appartient, les racines particulières de chacun, alors que le terme de "public" renvoie à l'universalité sans racines propre à l'exercice par chacun de sa Raison. Le paradoxe est alors que l'on ne participe précisément à la dimension universelle de la sphère "publique" qu'en tant qu'individu singulier extrait de, ou même opposé à l'identification communautaire organique – on ne peut être véritablement universel qu'à la condition d'être radicalement singulier, dans les interstices des identités communautaires »<sup>17</sup>.

<sup>17</sup> Slavoj Žižek, « Quelle est la tâche des intellectuels en cette basse époque ? », in *Que veut l'Europe ? Réflexions sur une nécessaire réappropriation*, trad. Frédéric Joly, Climats, 2005, pp. 153-154.

## De l' « espace public oppositionnel »...



J'en viens enfin à cette fameuse notion d'espace public oppositionnel, et à la façon dont je la comprends. Je pense qu'on peut la situer précisément dans les limites de la réflexion de Prado qui, s'il est lucide sur la perversion de la sphère publique, n'attend rien de pouvoirs publics ainsi confisqués et en appelle à des formes de résistance et de désobéissance, en reste peut-être trop à une forme d'appel à la raison qui pourrait s'exercer par l'ouverture de véritables espaces publics, en faisant l'impasse sur les rapports de forces et de domination qui structurent cet espace. Ce qui empêcherait peut-être de penser concrètement, dans sa spatialité, matérialité, la charge d'opposition que représente par son existence même un tel espace par rapport à l'espace officiel, et aussi en quoi son opposition peut agir en retour sur l'espace officiel. C'est là que la notion de Negt m'apparaît pertinente – telle que je me l'approprie – pour maintenir les deux bouts du principe de la publicité et de son témoignage d'idéal d'universalité par la communication rationnelle d'un côté – et du fait de la conflictualité, de la division sociale qui structure l'espace public et en vient à pervertir sa publicité de l'autre. En gros, tenir à la fois

l'affirmation de la communauté humaine universelle et le fait qu'il n'y a d'acquis sociaux que par la lutte. Un peu comme Emmanuel Renault dit qu'il est possible de concilier point de vue normatif et point de vue de la conflictualité sur la vie sociale, à partir d'Axel Honneth<sup>18</sup>.

On peut en effet se demander si Prado ne croit pas que la seule ouverture d'espaces publics indépendants des pouvoirs va permettre une communication rationnelle désintéressée d'où par exemple l'accord sur le caractère néfaste de la LRU sortirait nécessairement. Et s'il en sortait, encore faudrait-il se demander comment il pourrait se traduire en acte... Faire venir dans de tels espaces ne va déjà pas de soi (on s'y retrouve dès fois à deux...) et rien ne dit qu'on y abandonne en y entrant ses conditionnements sociaux, qui s'expriment en termes de soumission à des idéologies par exemple, et qui sont des signes patents de la domination dont est fait l'espace public.

L'enjeu pour moi de ces espaces que nous créons serait donc d'être un témoignage continué de la discussion, mais d'une discussion conçue comme un travail d'émancipation par rapport aux idéologies qui nous aliènent, afin de *redéfinir des lignes légitimes de la conflictualité*.

La redéfinition ouverte par un tel travail permettrait d'abord de se demander si nous luttons contre des individus ou des logiques (qui sont bien sûr toujours incarnées par les individus qui les mettent en œuvre). Les catégories d'aliénation et d'idéologie tendraient à montrer qu'il s'agit avant tout d'abattre des logiques, voyant dans ceux qui les mettent en œuvre aussi leurs victimes (cf. le capitaliste aussi aliéné dans les *Manuscrits de 1844* ou dans les théories de la valeur aujourd'hui<sup>19</sup>). On pourrait ainsi penser la conflictualité sur fond de communauté humaine, et donc les moyens engagés dans la conflictualité en conséquence.

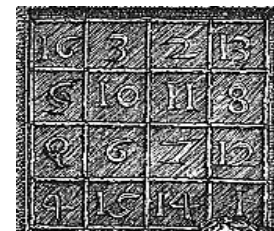
<sup>18</sup> « Si Honneth reconnaît que les problèmes politiques doivent être pensés dans l'horizon des luttes sociales et des contextes institutionnels, il tente également de montrer qu'il n'y a pas lieu d'opposer la prise en compte du conflit et des institutions à l'interrogation sur ce que notre société doit être. Les conflits eux-mêmes sont porteurs de valeurs et de principes, et une société juste ne peut être conçue autrement que comme un ensemble d'institutions qui elles-mêmes résultent de luttes pour la reconnaissance de ces valeurs et de ces principes ». « Axel Honneth, Le nouvel Habermas », in *Le Nouvel observateur*, hors-série, « 25 grands penseurs du monde entier », p. 66.

<sup>19</sup> Voir par exemple Anselm Jappe, « Avec Marx, contre le travail », <http://palim-psao.over-blog.fr/article-avec-marx-contre-le-travail-38186520.html>

peuvent être utilisées dans un sens inverse à leur fonctionnement actuel. Elles sont déterminées dans leur fonction par leur finalité répressive. Notre seule arme est la non-violence active, le refus « de faire avec », de la servitude volontaire, avec comme but la dissolution des structures du système et son remplacement par de nouvelles formes d'agir et d'entrer en contact les uns avec les autres, c'est-à-dire des formes non-concurrentielles, amicales, fraternelles. Cette dissolution multiforme, ce désarmement généralisé, a commencé sur une large échelle. Partout à travers le monde émergent des multiples « espaces publics oppositionnels », des espaces sociaux où le refus de fonctionner selon les règles du jeu établi conduit à de nouvelles formes, de penser, d'agir et de vivre sa vie.

7. Mais tous ces espaces plus ou moins souples, plus ou moins durables, associatifs ou informels d'action et de réflexion sont confrontés au risque d'être récupérés par des manœuvres électoralistes et d'autres formes d'agir institutionnel, c'est-à-dire au risque d'un détournement des nouvelles formes de vie non-violente en utilisant celles-ci comme terreau pour la revivification des rouages d'un Etat disposant toujours du monopole de la violence, mais fragilisé par les coups portés par le pouvoir économique. Les espaces de la non-violence n'ont pas encore trouvé un dénominateur commun qui les unifie, une orientation commune exprimant clairement, d'une façon offensive l'antagonisme entre les forces de la vie et les forces de la mort à l'heure actuelle. La notion du « Grand refus » de Marcuse allait dans ce sens. Aujourd'hui la recherche d'une telle orientation commune consciente tourne autour des notions comme la « désobéissance », le « sabotage », la « résistance », « l'insoumission » ou « l'insurrection ». Si ces notions sont à comprendre dans un sens non-militaire, non-violent, comme la mobilisation des sens et du sens contre l'implosion délirante et mortifère de notre modèle de société, elles indiquent néanmoins que la non-violence n'est pas sans dents, qu'elle est la base d'un regroupement militant de forces sociales déterminées à en finir avec le règne violent de la valeur, du travail aliénant et du fétichisme de la marchandise. La non-violence n'exclut pas la parole et l'action fortes. Elle les libère au contraire pour se mettre en œuvre.
8. La prise de conscience des perspectives d'une telle transformation sociale ne peut se produire que dans l'échange non-violent entre individus et groupes constituant le ou mieux les « espaces publics oppositionnels ». Le débat sur les possibilités d'une fédération, consolidation, extension et défense de tels espaces ne vient que de commencer. Mais cette prise de conscience demande aussi que les individus arrivent à un nouveau rapport non-violent avec eux-mêmes. Dans le « Manifeste pour une désobéissance générale » était bien dénoncé la violence que nous nous infligeons tous les jours : « Une partie de nous se voit subrepticement contrainte à être le bourreau de notre autre moi, celui qui rêve, sait et veut que ce monde ne soit pas celui-là. » Contre les mécanismes de subordination incorporés, contre l'auto-négation et la complicité avec la violence institutionnalisée il faut réapprendre d'être à l'écoute de ses sentiments et de ses désirs véritables, non préformés, il faut donner une nouvelle chance à ses capacités de réflexion et libérer ses forces intimes. La non-violence est l'acquis principal d'un processus de civilisation millénaire. La violence qui structure encore nos sociétés et le rapport de l'individu avec soi-même est le vestige d'une barbarie persistante dans la civilisation. La maîtrise de la barbarie de la violence ne peut être réalisée que de façon non-violente.

Dietrich, Lyon, 31-5-10



## Il y a alors deux comportements de délégués :

- « Bougez pas on va se réunir et on vous dira ce qu'il faut faire »  
(Votez pour nous, on pense pour vous)
- Ecouter. Se faire expliquer le déroulement de ce qui a précédé. Mettre tout le monde d'accord sur les revendications immédiates qu'il faut réédifier sur place et porter tous ensemble au bureau du chef d'atelier le plus vite possible.

**Les luttes qui ont marqué les années 70 sont caractérisées par le fait que les ouvriers** en grève se sont constitués en Comité d'action où chacun a droit égal à la parole, participe aux décisions et à leur mise en place. Comprendre comment on s'est fait entortiller sur les cadences, les primes, les conditions de travail, etc. Discuter ce qui doit changer, examiner la tactique adverse et voir comment renforcer le mouvement. Répartir les tâches.

On encourage ce qui unit.

Chaque jour on se retrouve en AG et on prend ensemble les décisions qui renforceront l'action collective. On constitue les groupes qui rencontreront les syndicats, ceux qui assurent le contact avec le patron, ceux qui prendront les divers contacts utiles, la presse, rédigeront le billet d'infos quotidien, etc...

Piaget raconte très bien pendant la très longue et difficile lutte des LIP contre la fermeture de l'entreprise, animée par la section CFDT qui fonctionnait comme un comité d'action, tout le travail en commissions qui visait à faire participer un maximum de grévistes à l'action et chacun pouvait tenir place pleine et entière dans les décisions. Et les AG où tous rendaient compte de ce qu'ils ont fait et appris, puis les décisions collectives.

Accueillir tous ceux qui viennent en soutien, leur faire connaître les objectifs de la lutte, et ses derniers développements, participer à leurs actions de popularisation, tout en veillant à bien garder la maîtrise de l'action.

LIP fut la lutte phare des années 70, « autogérée », au grand dam de la centrale CFDT et ferme par rapport aux tentatives extérieures de récupération.

**Dans cette phase de montée de la lutte les lieux communs sont balayés.**

**L'intelligence, l'initiative sont partagées par tous.**

**L'intérêt général, la créativité (et les besoins particuliers) sont portés collectivement.**

**A la faveur du combat, les individus résignés se sont constitués en un collectif intelligent, créatif, enthousiaste et chacun déploie sa personnalité profonde. Chacun est devenu prolétaire.** (Le retour sous la férule de l'employeur sera extrêmement pénible.)

**Ce fonctionnement de lutte ne s'accommode pas du fonctionnement centralisé et hiérarchisé des centrales syndicales qui bride, voire brise l'initiative à la base, qui de surcroît, limite le champ de vision à la seule dimension revendicative.**

**Une telle expérience marque une vie.**

Je n'évoque pas cela comme un passé merveilleux à ranger sous écriin !

Il importe que aujourd'hui, philosophes, sociologues, politologues... ne réduisent pas à une simple clause de style l'affirmation selon laquelle la pensée tire sa source fondamentale de la praxis et se donne l'action pour finalité : l'invention apparaît dans le combat !

**Ma conviction est double :**

D'une part, cette pensée ne peut pas être individuelle. Mais être l'affaire de collectifs.

D'autre part les luttes actuelles effectuent un décapage des réalités de l'exploitation et de l'aliénation actuelles. La perversion du management généralisé sous le mot de « modernité » doit être étudiée comme un volet d'une politique réactionnaire globale et non pas évacuée avec la formule des employeurs « ah oui, la souffrance au travail... Bon, on va faire une commission ! »

## Le mouvement du printemps 2009 ou le « principe d'Université »

*Lumières, publicité, majorité*

Ce que je retiens en effet du mouvement de l'an dernier, c'est son illustration en acte de l'« usage public de la raison », du principe de la publicité dont Plinio Prado fait à la suite de Kant dans *Qu'est-ce que les Lumières ?* un trait essentiel du « principe d'Université »<sup>12</sup>. La défense et illustration de ce principe si bien exprimé dans le texte de Prado – que nous avons étudié ensemble en atelier, en nous répartissant ses cinq points – me paraît fondamentale pour nos démarches, et ce qui a été le dénominateur commun du mouvement. L'autonomie, l'indépendance de l'université vis-à-vis de tous les pouvoirs est bien celle de la pensée, de la raison, qui par ce recul sur le donné, les faits, peut en fonder une critique à l'aune de ses propres normes, critique qui est par là promesse d'émancipation. Durant trois mois de cours hors les murs, « universithon », « nuit des universités »... le mouvement me semble avoir pratiqué cet « exercice libre et public de la raison » qui cherchait bien à montrer que « cette réforme ne saurait résister à une confrontation publique d'arguments » (p. 17). En pointant le processus de Bologne derrière la réforme et dégageant par là un espace public de la contestation au niveau européen. Montrant ainsi que la critique de la LRU devait se placer dans le cadre général d'une « critique de l'économie politique » au niveau de la mondialisation marchande (de la critique kantienne à la critique de l'économie politique, il s'agirait bien sûr d'élargir le critère de la normativité, qui ne serait pas réduit à la seule raison ou à un seul type – logique ici – de rationalité). Ce faisant, le mouvement me semble avoir ainsi placé sa contestation « à l'épreuve de la dispute argumentée avec tout autre », s'être placé dans cette culture de la discussion (Habermas après Kant), à la fois diffusion et confrontation, caractéristique des Lumières et de l'Université comme le rappelle Prado. Tout le contraire de ce qui se serait passé dans le premier mouvement anti-LRU si l'on en croit Alain Brossat<sup>13</sup>.

*On dira qu'ainsi le mouvement n'a rien obtenu et c'est vrai.* Prado remarque bien que « les décideurs n'aspirent pas, ni n'ont jamais aspiré, à convaincre par la raison les premiers concernés – les universitaires, ceux qui sont l'Université – de la légitimité des nouveaux choix faits au sujet de la recherche, de l'enseignement et de leur organisation ; ils ont décidé plutôt d'éliminer de la discussion leurs interlocuteurs naturels. Recours à la manœuvre, appel à la force : simulacres de débat au ministère, dans la presse et sur les plateaux télévisés, “fermetures administratives” des universités, censure, mensonges, refus d'information et désinformation, jusqu'à l'intimidation et au fichage par délit d'opinion de leurs interlocuteurs » (p. 17). Une fois l'ennemi ainsi reconnu, *il n'y a rien à attendre* de lui d'un tel usage public de la raison, il ne s'agit pas d'espérer « éclairer le despote ». Mais il me semble capital de préserver cette dimension de l'action politique comme *témoignage* de l'idée qu'on se fait d'un « humanité » pour laquelle on se bat, et de maintenir dans cette publicité, dans l'adresse universelle de ce qu'on fait et dit, *la possibilité de ces changements, conversions existentielles chez ceux à qui l'on s'adresse.* D'avoir la raison pour soi et d'ainsi se sentir plus fort (personnellement, je me sens plus fort ainsi que par le seul ressenti de la puissance, intensité, force de corps rassemblés en mouvement...). Il s'agirait de continuer à produire des actes qui « font appel publiquement à la capacité de tout un chacun de juger par soi-même, à distinguer (*dijudicare*) en toute *autonomia* le juste de l'injuste – en matière d'éducation, d'enseignement, d'avenir, de but de vie – et à assumer en conséquence son jugement dans ce qu'il dit et dans ce qu'il fait » (p. 18).

C'est comme cela qu'on pourrait penser aussi le maintien d'un *lien du politique à la vérité*, ou aux vérités, toujours plurielles (Badiou, encore), mais dans le sillage de l'usage public de la raison, expression qui

<sup>12</sup> [http://www.editions-lignes.com/IMG/pdf/PRADO\\_LePrincipeUniversite\\_-2.pdf](http://www.editions-lignes.com/IMG/pdf/PRADO_LePrincipeUniversite_-2.pdf)

<sup>13</sup> « Ceux qui se font les avocats des procédures expéditives (une sorte de blanquisme soft) par lesquelles est imposé le blocus de l'Université, sans qu'aucun effort n'ait été entrepris pour gagner le milieu à la cause du mouvement, sans que rien n'ait été entrepris pour transformer l'université en espace de débat politique et de présentation du conflit, pensent au fond comme Le Figaro et TF1 : ils partent de l'a priori que le milieu étudiant, en tant que tel, n'a pas vocation à être politisé, ne supporte pas d'être détourné de ses études et ne peut être détourné des régularités universitaires que par empêcheement et contrainte. Bref, ils substituent l'activisme minoritaire à l'action politique, ils ne font pas de politique ».

<http://listes.samizdat.net/sympa/arc/multitudes-infos/2007-11/msg00054.html>



fascinait Foucault dans sa propre reprise de la question kantienne, et qu'on peut retrouver dans son analyse de la notion de *parrésia* dans ses derniers cours au collège de France comme cette capacité à dire le vrai contre tous les pouvoirs, cette dimension insurgente de la vérité (voir les rapports problématiques que cette notion entretiendrait avec la simple performativité de l'effet de vérité, la véricité ?) et qu'on peut retrouver aussi dans la *désobéissance* comme capacité à être public, à s'exprimer, à faire entendre sa voix discordante selon les analyses passionnantes de Sandra Laugier<sup>14</sup>. D'ailleurs, Prado plaide bien devant ce qu'on pourrait appeler l'aliénation de la publicité, la perversion de son principe, à laquelle nous avons affaire, à l'« affirmation du principe d'université par d'autres moyens » et à sa « réinvention » par des actes de résistance et de désobéissance civile, par l'ouverture d'espaces public où serait affirmé le principe d'université avec sa vocation première à l'émancipation – ce qui me semble être le sens de nos structures, avec la réappropriation des savoirs à cette fin et tout ce qu'elle implique en termes d'*indiscipline* (cf. le point 3 du principe d'Université, sur « la nature fondamentalement indisciplinée de la culture universitaire ») et de *rapport à la pratique*, de retour sur le partage entre le savoir et la vie<sup>15</sup>.

Cette référence aux Lumières peut sembler plaquée de l'extérieur sur le mouvement (bien que Prado stipule que son texte « a été pensé au cours des discussions de l'automne-hiver 2007-2008 à l'université de Paris VIII (Vincennes à Saint-Denis) et ailleurs », ou dépassé par les tenants de la dialectique des Lumières, ce pourquoi je cite des auteurs contemporains qui la reprennent à nouveaux frais (Foucault, Laugier, plus loin Stiegler) et je reprendrais à mon compte ce que dit le groupe *Indiscipline !* de l'ENS-LSH que nous avons rencontré, dans son « Projet d'un institut autonome des sciences humaines et sociales »<sup>16</sup>.

Mais pour légitimer cette référence aux Lumières, je ferai appel ici à ce qui m'a semblé le plus remarquable, que cette référence *émane de la parole même des étudiants en lutte*, dans un recueil de textes destinés à protester contre la tenue forcée des examens en fin de mouvement, et considérés par eux comme un « manifeste, comme ce qu'il restera de ce mouvement ». Ces textes ont été discutés et ont joué un rôle dans le lancement de l'UA, on s'y est notamment référé le 29 juin. Parmi d'autres choses qu'on peut lire dans ces textes, et qui ont été constitutives du projet UA (nouvelles formes pédagogiques, vocation critique des savoirs...) on lit en effet que « la sociologie a participé à la sortie de l'homme de sa minorité », qu'il s'agirait de raviver les Lumières de 1848 et leur « défense de l'instruction gratuite et laïque », que « le mouvement a eu une valeur non négligeable pour de nombreux étudiants tout juste sortis de leur minorité » (texte 3). On lit aussi dans le texte 4 que « l'université que la classe dominante nous impose ne pourra pas assurer sa vocation première, diffuser au plus grand nombre un savoir émancipateur, rendre l'homme à sa propre humanité », ou encore que « face à l'idéologie dominante qui fait table rase de toutes ces années de lutte autour des idées des Lumières, nous sommes entrés dans le tout utilitaire », que « l'université ne pourra plus (mais a-t-elle jamais été en mesure de le faire ?), diffuser de tels savoirs, nous affranchir d'un état de dépendance et d'aliénation, nous amener à notre propre humanité, à notre liberté... ».

Dans la lutte s'est donc bien exprimée du côté des étudiants la volonté de préserver la vocation émancipatrice de l'université en termes de sortie de la minorité, d'apprentissage de l'esprit critique, de l'usage de son propre entendement (contre son aliénation, sa dépendance), par le biais des formations et des savoirs reçus à l'université. Je pense qu'il faut donc entendre cela, ce qui nous engagerait à ne pas cultiver une forme

<sup>14</sup> Voir ses articles donnés à la revue *Multitudes*.

<sup>15</sup> Prado remarque bien que « La naissance de l'université moderne est contemporaine du décrochage opéré par les Lumières entre l'ascèse des spirituels et le savoir d'une science moderne objectivante et conquérante, qui supprime l'*askêsis* ancienne (les exercices de transformation du sujet en vue d'accéder à la vérité), mais n'est plus à même de former (c'est-à-dire de transformer) finalement le sujet connaissant (cf. le thème de l'extériorité foncière du savoir moderne vis-à-vis du sujet). C'est ce désengagement qui désespère déjà Faust, et dont Schopenhauer et Nietzsche, mais aussi Thoreau, Wittgenstein et diversement Horkheimer, entre autres, accuseront l'Université » (p. 26).

<sup>16</sup> « Nous sommes attachés au projet des Lumières d'un savoir indépendant des pouvoirs et visant "la sortie de l'homme de sa minorité dont il est lui-même responsable", pour reprendre la formule bien connue de Kant, mais nous ne pouvons ignorer l'état écologique catastrophique de la planète à laquelle le projet de rationalisation des Lumières nous a conduit en ne considérant la nature que sous l'angle d'une ressource à exploiter. Nous ne pouvons ignorer à quel point les sciences humaines et sociales, au même titre que les sciences de la nature, ont été responsables de cette inversion de la raison qui, guidée par le mythe du Progrès, a fini par transposer la domination de la nature en domination des hommes et des sociétés, et cela au sein même des institutions du savoir. Notre ambition est de revenir à la raison au sein même des pratiques quotidiennes de la recherche et de l'enseignement supérieur : c'est pourquoi nous revendiquons dans notre proposition à la suite de Marcuse, des critères de rationalité dont la réalisation "offre une plus grande chance de succès pour la pacification de l'existence, à l'intérieur d'un cadre institutionnel qui favorise le mieux le développement des besoins et des facultés humaines" » <http://indiscipline.fr/fr/projet-d%e2%80%99institut-autonome-des-sciences-humaines-et-sociales/>

## Retour sur le militantisme des années 70.

*Individus résignés, ou prolétaires intelligents et actifs ?*

*La présente contribution est destinée à l'atelier « Luttés ».*

*En effet, il me paraît indispensable de souligner une dimension qui s'est fait jour dans celles des années 70 que l'on considérerait comme exemplaires.*

*Dimension que je ne vois pas évoquée dans les luttes actuelles et qui risque de s'effacer dans l'oubli.*

J'ai été ouvrier « établi » en 1969 et 70 dans quatre entreprises. Puis, je fus embauché dans une entreprise de métallurgie qui comptait de 1500 à 1800 salariés, à très forte majorité d'O.S. J'y ai travaillé à la chaîne jusqu'à fin 1982. Militant d'extrême gauche (PCRml), c'est surtout le volet syndical qui m'a marqué. Champ pratique d'expérimentation politique.

Avec quelques copains nous avons créé une section syndicale CFDT après une tentative au sein de la CGT et un clash sur le refus de revendiquer l'embauche des intérimaires présents alors que l'employeur lançait une opération de recrutement extérieur, puis le refus de soutenir l'action des OS sur chaîne contre le licenciement d'un jeune ouvrier turc.

J'ai été élu, ou désigné syndical depuis 1971.

Ces 12 années furent particulièrement marquées par des mouvements variés au Montage Lave-vaisselle, ainsi qu'au Montage Lave-linge, puis une grève prolongée des ouvriers de la Tôlerie et celle des ouvrières de l'atelier « Paniers inox ».

J'ai vu chez les ouvriers deux comportements, deux mentalités très différents :

Les comportements des jours ordinaires où l'entreprise a sa vitesse de croisière, faits d'une épaisse fatigue due aux cadences, aux accidents, aux engueulades pour faire reconnaître le rendement réalisé, de frictions entre ouvriers excédés par les incidents qui freinent l'activité. (Lors d'un travail monotone, répétitif, tout ce qui casse le rythme déclenche stress et irritabilité).

L'ordinaire des temps de pause et de repas pris ensemble est fait de bavardages plus ou moins anodins sur le tiercé, et quelques sujets de défoulement et, lorsque des sujets de société arrivent, on entend les lieux communs couramment énoncés par la télé, le faux bon sens ordinaire. Dans ce contexte, quelles que soient les explications et les exhortations diffusées dans les tracts syndicaux, les appels aux débrayages ne rassemblent qu'une petite proportion de gens convaincus ou plus excédés que les autres, qui en reviennent déçus.

C'est la phase de résignation. Les individus résignés.

Le syndicalisme en ces jours ordinaire s'emploie à opposer une sorte de résistance à l'employeur au cours des réunions que la loi rend obligatoires et surtout, patiemment à réduire les divisions que créent l'encadrement et l'organisation du travail, vise à isoler ceux qui sèment la discorde. Multiplier les petites initiatives qui reconstruisent la solidarité.

Et puis tout d'un coup on vient te tirer par la manche discrètement « Il faut que tu viennes, aux Paniers, on est toutes en grève. Ça chauffe avec les chefs. »

Lorsque ceux que l'on désespérait de voir un jour en lutte, se mettent en grève, ils révèlent alors une colère enfouie ancienne qui déferle. Redoutable. Dévastatrice.

On découvre alors qu'on ne connaissait que le dixième de ce qu'ils ont enduré !

Il ne faut désespérer de personne !

## Atelier « Immigration Sans-Papiers »

« État du propos » ou proposition synthétique suite à un premier atelier ce jeudi 23 juillet 2009.

### 1-Une situation « problématique » : du particulier au général.

La figure singulière du « jeune majeur sans-papiers » émerge au sein des mobilisations pour la régularisation des sans-papiers, non comme un cas particulier de sans-papiers, car tous les étrangers sont soumis aux critères discriminants de régularisation suite aux multiples lois visant au contrôle des populations ouvrières immigrées, mais comme figure particulière de la jeunesse en quête d'un avenir. Leur désir d'intégration, ici en France et maintenant, les place au cœur d'un enjeu politique qui court-circuite tous les lieux communs sur l'immigration ; en particulier le fameux « nous ne pouvons pas accueillir toute la misère du monde ». Ils vivent ici et refusent la clandestinité ; ils s'affichent : « c'est moi, qui suis de ce monde » ; aux risques du contrôle de police quotidien ils secouent la poussière de toutes les politiques sécuritaires.

Leur situation : « ce désir d'avenir » les place au cœur d'une jeunesse en lutte contre « les disqualifications » dans le parcours imposé pour l'accès aux places à prendre ; et, « il n'y en a pas pour tout le monde » comme l'énonce cet autre lieu commun du libéralisme. La discrimination administrative des étrangers « choisis » ou expulsables que couvre pour eux cette disqualification s'apparente à celle – non écrite – qui frappe les jeunes Français de toute origine des quartiers « relégués », et qui, confrontés à ce déni d'existence, sont en révolte légitime.

Discriminations, relégation, disqualifications, expulsions : telles sont les traits qui frappent la jeunesse confrontée au discours modèle du pouvoir, tout emprunt de jeunisme, qui appelle à « la réussite des meilleurs » ; entendu que l'égalité des chances renvoie les perdants à leur culpabilité et « les autres » à leur stigmatisme d'origine.

### 2-Hypothèse d'un travail collectif de pensée politique à partir de l'atelier « ISP ».

#### 2a Une hypothèse concrète.

La problématique « des jeunes majeurs sans papiers » – leur désir d'avenir – met à nu la politique « d'intégration » subie par l'ensemble de la jeunesse sous couvert d'une pseudo égalité d'inspiration libérale : « besoins » de la jeunesse = « besoins » de la société. Sous couvert du possible, du raisonnable, de l'adhésion à une identité nationale établie, la jeunesse est mise en demeure de renouer avec *La Marseillaise* et de « s'intégrer » à un système en crise. Crise d'autant plus réelle qu'elle s'est constituée en mythe justificatif pour satisfaire les Dieux de la finance aux dépens des désirs humains.

#### 2b Une hypothèse à faire partager.

Cette perspective suppose que d'autres acteurs de collectifs de lutte de jeunes s'impliquent dans cette hypothèse de travail et produisent les éléments de connaissance propres à leur situation.

#### 2c Question de méthode.

Les mobilisations de la jeunesse sont incessantes ; pourtant elles restent confinées voire marginalisées faute d'un langage commun. Nous pensons que la situation faite à la jeunesse, au-delà des particularismes, relève du système capitaliste de domination dont il nous faut réactualiser la critique à partir de nos expériences. La production d'un langage commun de la jeunesse en lutte est une nécessité pour franchir une étape qualitative dans la mobilisation sociale ; la matérialisation de cet objectif (notre critère d'évaluation)

organiserait donc une appropriation des savoirs théoriques à cet effet<sup>8</sup>. Mais ce que je veux faire valoir, c'est que ce travail de convergence ne peut être mené qu'une fois « le pas franchi ». Et c'est là que je tire un premier enseignement « universel » de mon expérience de l'UA : permettre une entrée originale dans un mouvement, ce qui ouvre par là même la possibilité de l'infléchir de façon inattendue – et donc politique, si politique est bien ce qui vient bousculer l'ordre des choses, auquel finirait par s'assimiler tout mouvement qui se réduirait à reproduire périodiquement tous ses signes attendus et à se condamner par là à l'impuissance. Mais un tel infléchissement ne peut sans doute s'envisager que sur le long terme.

C'est en tout cas cette ouverture originale sur un mouvement que j'ai connu dans l'UA – d'abord ufra – et qui m'a permis d'y entrer, car si elle était certes issue du mouvement, elle ouvrait un espace de réflexivité contemporain de celui-ci qui invitait à des allers-retours intéressants. Une telle proposition de réappropriation des savoirs, de questionnement des processus d'apprentissage, des processus de pouvoirs dans le fonctionnement de l'Université ne pouvait en effet qu'être dégagée de cette temporalité de l'urgence dont parle David Amalric : « où l'interrogation sur le sens et la portée de nos pratiques est en permanence ajournée au profit de l'exigence impérieuse du moment ». En se donnant sa propre temporalité – signe du « courage » appelé par Badiou –, en l'occurrence celle de la construction d'un structure autogérée dans l'université, elle permettait de dégager cette « radicalité affirmative » dont il parle encore<sup>9</sup>, qui déconnecte la lutte du seul aspect réactif de la résistance, qui peut rebuter ceux dont ce n'est pas l'*ethos* premier..., et permet de percevoir les enjeux d'une lutte autrement, en créant les contre-modèles à ce qu'on veut nous imposer. Déconnecté de la temporalité de l'urgence, dans l'ouverture d'esprit que suppose une démarche créative, ce projet a donc représenté pour moi la possibilité de cette subjectivation politique originale. Dans mon idée, elle devrait permettre de faire venir à la lutte des gens dont ce n'est pas l'habitude, et peut-être ce changement des modes de lutte quand ils sont eux-mêmes pris dans l'habitude. Et c'est pour moi à la fois un modèle – potentiellement universalisable – et un défi pour créer et faire vivre de telles structures qui feraient office d'intermédiaires entre individu et collectif, passivité et activité, théorie et pratique...

Dans ce modèle, je vois la chance de dépasser le dualisme de deux positions symétriques tout aussi stériles, qui organisent l'impuissance en ne rendant possible aucun lien entre elles : la posture d'une connaissance théorique close, qui fait comme si elle avait toujours tout su ; la posture militante pour laquelle il est naturel d'avoir toujours milité. *Au fond ces deux postures masquent toutes deux les processus d'apprentissage qui sont au cœur de nos démarches, les processus de subjectivation qui font qu'on en est venu à quelque chose et qui sont au fond les plus intéressants, les plus propres à comprendre ce qui permet un changement.* Ces postures entravent au contraire les dynamiques qui viennent à leur rencontre (désir d'apprendre, désir de militer...) et celles qui pourraient naître de leur interaction, qu'elles rendent impossible : la posture théorique ne se risque pas à s'éprouver dans la pratique, préfère plaquer sa grille de lecture de loin, en surplomb, en forçant sa vérification ; la posture militante n'a rien à apprendre de l'extérieur. Je dirais qu'au contraire de tout cela, l'UA n'a pas cherché à masquer les processus d'apprentissage, et c'est ce qui lui a permis de dépasser – à son échelle pendant un an – ces apories : ouverture des théories, des formes militantes, communication entre elles. Nous avons en effet cherché à installer depuis le début du projet un climat de modestie, d'échange et de transmission des savoirs théoriques et des expériences militantes, où il ne s'agit pas de briller, de vaincre, de faire triompher son point de vue, dans l'idée d'un intérêt commun à l'émancipation, justement. Ce qui n'exclut nullement la contradiction, et veut au contraire lui donner la possibilité d'être fructueuse sans la mettre en scène dans les formes de l'hostilité (qui généralement mettent fin au débat quand il devrait commencer...). Je me rappelle de notre tout premier document d'orientation (à lire dans notre dossier de présentation), qui disait : « Pour faciliter et encourager la prise de parole, nous voulons instaurer un climat de confiance. Nous ne sommes pas réunis pour parler mieux que les autres, nous voulons simplement échanger, en étant le plus clair possible. Chacun est invité à faire un effort de traduction du langage qu'il emploie dans l'horizon d'où il provient (discipline, milieu...), dans un langage le plus compréhensible de tous. Ce qui impliquerait en premier lieu de bannir de nos discours l'implicite (sous-entendus, non-dits...) qui joue sur des références que tous ne connaissent pas. »

<sup>8</sup> <http://inter-seminaire.org/?q=La+possibilite+d+une+recherche+politique>

Si une telle (ré-)appropriation « ne manquera pas de transformer et de déplacer tous les partages disciplinaires qui n'étaient en réalité motivés que par cet état de séparation vis-à-vis des pratiques », on peut se demander si elle ne renoue pas avec le projet initial de la Théorie critique d'une interdisciplinarité nouée autour du fait d'assumer un point de vue critique dans la production des savoirs, de favoriser l'« intérêt à l'émancipation ».

<sup>9</sup> <http://inter-seminaire.org/?q=Que+seraient+une+pensee+et+une+action+politiques+radicales+aujourd'hui>

Cette nécessité d'assumer les formes de l'apprentissage m'apparaît incontournable pour notre génération (née dans « la décennie » 80 – cf. François Cusset – qui a coupé la transmission de la dernière séquence émancipatrice, pour parler avec Badiou, celle des années 60-70<sup>10</sup>), d'où la présence de personnes de cette génération dans notre projet (Michel, Monique, Claude, Rirette...) intéressées par cette perspective de transmission et de réinvention. Pour parler avec Benjamin, il s'agirait d'assumer notre « pauvreté en expérience », qui nous impose de tout reprendre à zéro, avec la modestie, l'ouverture d'esprit et la curiosité pour toutes les formes de création qui vont avec, c'est-à-dire aussi « tenir tous les livres ouverts devant nous » pour paraphraser Ricoeur. Donc d'abord « faire avec peu », avoir recours à des « moyens pauvres », forcément schématiques, où je retrouve Badiou et son ouverture du chantier d'une nouvelle séquence de l'hypothèse communiste, qui ne dégage d'abord que des « morales provisoires », des « maximes d'orientation » en temps obscurs (voir *Le courage du présent*, et en amont la reprise dans son séminaire de la question kantienne : *Que signifie s'orienter dans la pensée ?*<sup>11</sup>). Des formes de recomposition d'une « gauche » intellectuelle sont déjà là, très riches – l'inter-séminaire en rend compte dans ses ateliers, contre les faiseurs de passions tristes qui disent qu'il n'y a rien, que tout est à faire sans doute parce qu'ils attendent tout d'eux-mêmes – mais elles ne vont pas de soi et il s'agirait d'abord de leur donner de l'écho, pour les questionner et essayer de dégager de cette profusion (qui est aussi possibilité de l'obscurité, et de la désorientation – intérêt du pouvoir) des lignes claires. Par un travail très prosaïque de comptes-rendus de lectures, de confrontation de parutions récentes, d'invitation d'intervenants... Là-dessus, la démarche de la RILI me semble exemplaire.

En tous les cas, cette vocation à susciter des formes originales de subjectivation politique par une ouverture sur l'extérieur et un travail de clarification de nos références (pour chercher ce « nouveau langage commun » ?) me semble pouvoir s'appuyer sur le mouvement de l'an dernier, où j'ai vraiment retrouvé le critère de la *publicité* qui fait l'*espace public*, et doit faire pour moi aussi l'« espace public oppositionnel ». C'est donc par le biais de ce qui m'a semblé le dénominateur commun du dernier mouvement dans lequel nos démarches s'originent, que j'en viendrais à dire ce qui me semble pertinent dans ce concept.

Les combats nouveaux, leurs formes nouvelles apparaissent dans les luttes actuelles. Mais le nouveau intéressant ne nous est pas apporté sur un plateau par la presse, ni par la télé, ni par les syndicats, ni par les formations à gauche de la gauche. Chacune de ces formations ne puise dans la réalité que ce qui lui convient. Rien qui risque de bousculer sa ligne ! Aucune n'a fait émerger quelque perspective que ce soit depuis vingt ans de néolibéralisme.

Nous devons nous mêler aux luttes actuelles pour y trouver ce qui est nouveau et qui émancipe **avec** ceux qui réalisent ces luttes, en exerçant avec eux un examen critique de leur pratique. Car tout combat mêle en son sein novation et reflets de la société.

On pourrait examiner dans le passé comment Henri Lefebvre et d'autres, ont réalisé ce rapport à la praxis.

Michel

UA Lyon, 28 mai 2010

<sup>10</sup> Voir aussi Lilian Mathieu, *Les années 70, un âge d'or des luttes ?*, Textuel, 2010.

<sup>11</sup> <http://www.editions-lignes.com/Le-courage-du-present.html>  
[http://www.entretiens.asso.fr/Badiou/04-05\\_2.htm](http://www.entretiens.asso.fr/Badiou/04-05_2.htm)



VARIATION sur un poème de Jules SUPERVIELLE<sup>20</sup> (1895 – 1960)  
par le Collectif « jeunes majeurs » de Lyon-RESF

Canon à plusieurs voix

♣ 1 Sans-papiers, ce peu .../ ♦ 2 arrivant de loin

♥ Mais c'est moi, / ♠ c'est moi qui suis de ce monde (chœur)

♣ 3 Dix huit ans, devenir majeur / ♦ 1 c'est un risque majeur

♥ Mais c'est moi, (chœur) / ♠ 2 c'est mon avenir qui est en jeu

♣ 3 Cette jeunesse oublié / ♦ 1 cette ardeur noyée

♥ Mais c'est moi, (chœur) / ♠ 2 glissant sur la mappe monde

♣ 3 Je veux vivre ici / ♦ 1 la conscience tranquille

♥ 2 Sans peur de marcher / ♠ 3 au milieu de la ville.

♣ 1 Ni dealer, ni voleur / ♦ c'est moi qui commence ici (chœur)

♥ 2 Ce cœur de silence / ♠ 3 amis, entends-tu le vol noir des corbeaux

♣ 1 Et ce chuchotis ..... / ♦ 2 qui s'accroche à l'Eldorado .

♥ 3 Je stresse grave / ♠ 1 toujours les mêmes cauchemars

♣ 2 Me poursuivant le jour / ♦ 3 comme des charognards

♥ Mais c'est moi(chœur) / ♠ 1 vivant malgré tout dans l'humain souci

♣ 2 Courage partout / ♦ 3 il faut vivre encore

♥ 1 Sou un ciel qui n'a plus / ♠ 2 mémoire d'aurore .

Sans-papiers, ce peu .../ ♦ arrivant de loin

♥ Mais c'est moi, / ♠ c'est moi qui suis de ce monde (chœur)

... ça nous fait les chapitres d'un livre là. Et oui chaque membre de l'UA avait son style, moi c'est la structure.

D'ailleurs de 1 à 4 ce fut mon plus grand parti pris. OK il y a les individus et leur cœur ; c'est l'autre grande partie, la plus grande des deux même. Mais sans contenant pas d'âme.

Aussi j'estime que si dès la deuxième réunion les gens sont partis c'est pour deux raisons :

a) la structure

b) les « je veux montrer mon cul » (ceux-là m'énervent profondément).

a)

Le point faible de tout lieu scolaire ces putains de tables et tableaux alignés pour que tout le monde regarde dans le même sens avec les années de conditionnement à la passivité qui se sont gravées en nous.

Je pourrais parler dans l'émotion mais si je faisais l'analyse des flux de communication j'en arriverais à la même conclusion. Inefficace ! Dire qu'à Lyon les tables et les chaises étaient vissées au sol – ici la contrainte était d'éviter les vols, pas de trouver une pédagogie optimale.

Donc pour donner à l'UA un point de départ il fallait un lieu, une structure qui sorte l'esprit de ces blocages et permette l'émergence d'idées nouvelles. Tous les négociants vous le diront, le lieu et les rythmes influencent tout rendez-vous, pas besoin d'être l'inventeur de l'eau chaude pour s'en rendre compte.

La friche autogérée était le changement le plus radical pour cette émergence, tant par la disposition des éléments les personnages l'histoire du lieu les couleurs.

Tout était différent et sans repères les gens étaient beaucoup plus frais.

Les premiers jours furent durs j'étais seul puis Laëtitia m'a rejoint et d'autres, je me souviens de l'arrivée de Gzavier et surtout Philippe.

Bref c'est à partir de là que tout a vraiment commencé.

Le train arrive donc ce texte s'arrête fin du timebox.

<sup>20</sup> Jules Supervielle, poète né à Montevideo (Uruguay).

## La possibilité d'une subjectivation politique originale – à l'UA et ailleurs

*Retour sur un an d'expérience d'« Université autogérée de Lyon »*

*Je n'ai pas à me prévaloir d'un passé à proprement parler « militant » antérieur à l'UA. Il m'apparaît donc intéressant pour toutes les personnes réunies par l'inter-séminaire d'aborder les considérations et les enseignements que je tire de cette expérience à partir de ce qui a pu m'y rendre sensible au point de « franchir le pas ». C'est comme cela que j'aimerais me placer dans la démarche retenue d'écrire la « singularité universelle » de nos expériences, à la suite de la proposition de Rancière, et je croiserais donc dans ce qui suit les lignes de ma propre singularité avec celles du mouvement du printemps 2009 et de l'UA.*

### Blocages et déblocages

Cette question d'un saut inévitable, pour qui veut « s'engager » en « politique », cela faisait longtemps que j'en discutais avec un ami de longue date, qui l'avait quant à lui tranchée depuis bien longtemps ! (Je précise que je parle d'« engagement politique » pour désigner simplement une part active prise dans la/le politique, sans vouloir dire par là que nos existences ne seraient pas toujours déjà politiques<sup>7</sup>, avant tout questionnement sur la justification d'un tel engagement – questionnement qui peut après coup apparaître symptomatique d'un individualisme ou d'une mise à l'abri de l'expérience vécue de l'injustice qui rendraient non-évidente cette « politicalité » première.)

Je restais alors en retrait, sans doute du fait de ce que je peux diagnostiquer aujourd'hui comme un clivage entre l'accumulation de références théoriques critiques d'un côté (avec toujours cet horizon de les plaquer sur la réalité – horizon qu'il faut bien dire philosophique depuis le philosophe-roi platonicien, et critiqué radicalement par Rancière dans *La leçon d'Althusser* ou *Le philosophe et ses pauvres*, critique à partir de laquelle nous nous situons tous, je pense) et l'impossibilité de la traduire en actions de l'autre, avec toujours ce ressenti un peu honteux qu'on ne perçoit pas bien clairement les raisons d'une lutte, voire qu'elles sont mêmes opaques à ses acteurs. Avec le recul, je peux bien y voir l'exact revers de l'individualisme de cette position d'exigence théorique, qui se condamne, sans aller voir ce qui se passe collectivement dans la pratique, à ne pas vouloir savoir, et à rencontrer paradoxalement la vision des choses que les médias officiels imposent aux individus gouvernés. Je décris donc une forme d'aliénation, de dépossession d'une intelligence qui serait collective, car c'est fou la production de savoirs et de conscience qu'on peut rencontrer dans un mouvement – particulièrement celui de l'année dernière – et c'est là qu'on se rend compte de l'exigence théorique qui émane d'un mouvement et qui seule peut ainsi être opérante.

Il reste toutefois qu'un travail pour faire se rejoindre l'effort de tirer les conséquences pratiques de théories d'un côté, de réfléchir les pratiques militantes de l'autre, doit être mené – c'est même à mon avis la vocation principale des structures qui se retrouvent dans l'inter-séminaire – et là-dessus je me reconnais pleinement dans le sens que David Amalric donne à la notion qu'il propose de « recherche politique », c'est-à-dire d'une recherche qui envisagerait ses conséquences pratiques ou politiques dans le sens d'une émancipation (« mot-tente » de nos démarches, pour reprendre l'expression de Celan cité par Badiou dans *Le Siècle*) et qui

<sup>7</sup> Ou communes, au sens de Jean-Luc Nancy, contre « ceci, qui aura joué un rôle idéologique considérable : le noyau de signification du "commun" a en quelque sorte d'emblée été réduit et projeté à partir d'un *a priori* dans lequel l'individu était la donnée première et le commun la position d'un problème, parfois d'un projet ou d'une attente – faire communauté – mais toujours de manière telle que le "lien" du commun devait venir s'ajouter aux atomes donnés des sujets isolés. » « Mais ce dont l'idée communiste – et sans doute avant elle l'image de la communauté chrétienne (que Engels a célébrée) – était porteuse, ce n'était rien d'autre que l'idée de cet ensemble ou commun, voire de ce tout (pourquoi ne pas tenter d'assumer même ce mot, un instant ?) qui précède l'"individu" et ne lui succède pas. Ou qui le précède, lui succède et l'entoure, le baigne, le traverse de toutes parts ». D'où Nancy tire « l'exigence d'une pensée et d'une *praxis* qui sachent s'approprier ce fait que nous sommes avant tout "avec" ». « Ce que "communisme" a porté », entretien avec Jean-Marc Cerino, in *de(s)génération* n° 08, mars 2009, *Pour un communisme*, pp. 19-20.

devra se traduire en terme « d'organisation » de la jeunesse. La finalité poursuivie induit que nous réunissions dans l'atelier assez rapidement, même à dose homéopathique, des jeunes d'horizon différents.

Ce travail implique une confrontation-coopération entre différents acteurs ou structures dans le respect de l'autonomie de chacun. L'atelier « Immigration Sans-papiers » de l'UA est un lieu de confrontation théorie/pratique qui entend produire un savoir au service des luttes. L'UA ne revendique pas un rôle de « conseil » ; si un savoir de l'intelligence des rapports de forces est produit, son usage relèvera de la responsabilité des acteurs ou structures.

2d Une hypothèse indéterminée.

La production collective d'une pensée politique est largement indéterminée ; en l'état du propos les initiateurs misent sur un délai de réalisation de l'ordre d'un ou deux ans ; en conséquence il faut penser le programme de cet atelier dans la durée.

### 3-Un « programme » à tisser comme des liens.

Cette première réunion n'est pas rentrée dans le détail ; un certain nombre de thèmes (1 à 5) ont été avancés dans un document précédent comme autant de clés d'entrée dans le sujet, d'autres thèmes peuvent être apportés ; sur chacun des thèmes nous appelons à contributions.

Sur chaque thème nous aurons à définir notre méthode de travail et faire la part entre échanges-débat sur la base de contributions des membres de l'UA et exposés publics et débats plus ouverts d'autre part.

*1- "les luttes créent le langage dans lequel se dit le nouvel ordre" (L'insurrection qui vient)*

Introduction et appropriation à partir d'un poème produit à l'atelier d'écriture du collectif "jeunes majeurs"

*2-les "lieux communs" supports aux discours xénophobe et libéral- républicain sur la question de l'immigration*

En croisement avec un atelier plus général sur "les lieux communs"

*3-Un peu d'histoire, "nous" et "les autres" à travers l'histoire : de l'empire romain en passant par l'époque coloniale, le nationalisme, les européens ou non-européens, etc.*

*4-Le ministère de "l'identité nationale"*

Dans sa fonction d'outil de contrôle des populations ouvrières et de divisions ségrégatives (les meilleurs et les autres)

*5-La figure du "jeune majeur sans papiers" comme cas particulier de discrimination de la jeunesse*

Problématique à croiser avec celle des jeunes de banlieue en révolte et celle des luttes de la jeunesse étudiante contre le CPE, la privatisation de l'université... etc.

nous l'avons, d'une certaine manière, payé d'un prix fort. L'appel d'air d'une rencontre thématique a vite buté sur le zapping des étudiants d'autant plus lorsqu'il s'agissait de véritablement s'investir dans un atelier. C'est donc sur ce terrain entre militantisme et l'institution universitaire que l'UA fut un espace public oppositionnel. Moment de rencontre comme critique en acte de ce qui nous déterminait a priori.

### Epilogue sur l'inter-séminaire

Les pérégrinations de l'UA m'ont amené à participer à une rencontre entre des expériences proches de l'UA lors d'un inter-séminaire les 4-5-6 juin 2010.

Je dois dire que ces journées furent des plus intenses en rencontre mais qu'elles n'ont pas laissé grand chose comme trace de leur activité. Par ailleurs, aujourd'hui je regrette qu'aucun moment ne fut donné à un bilan du mouvement contre la LRU, comment nous l'avions vécu, qu'en tirer sachant que c'est cela qui a permis l'existence de nos collectifs. Projetée trop rapidement dans le monde des idées, la rencontre fut plutôt pauvre en exemples effectifs sur la façon de lutter dans les universités, ou comme se le demandait le Comité 227 : quelles conflictualités faire exister à l'université.

A ce dernier titre je souhaite revenir sur la proposition des gens de l'ENS Lyon qui ont ouvert les débats de l'inter-séminaire. Ceux-ci proposaient de s'appuyer sur deux textes auxquels a participé E. Renault, « Du fordisme au post-fordisme : dépassement ou retour de l'aliénation ? » et « Une analyse marxiste des corps ? ». Comme les titres de ces textes l'évoquent l'auteur soulève la persistance de l'aliénation des corps dans le capitalisme post-fordiste. Cette approche fut configurée pour l'inter-séminaire sous la forme d'une réunion « Emancipation, Aliénation et Travail ». Le texte introductif donnait plusieurs questions intéressantes qui reviennent sur la « question des outils de la critique du capitalisme » en demandant « quelles perspectives émancipatrices la mise à jour des effets subjectifs et corporels du capitalisme ouvre-t-elle ? ». Le groupe de l'ENS Lyon proposait comme démarche de partir d'un « bilan » des aliénations de ceux qui travaillent à l'université pour construire des luttes au bénéfice de tous. Ceci s'inscrivait dans une perspective syndicale propre à ce groupe (syndiqué à SUD).

Pour ma part il me semble que le seul « bilan » de l'aliénation n'est pas suffisant. En effet, il ne faudrait pas oublier ce qu'à l'UA nous avons appelé « l'insurrection des sens et du sens » point de départ d'un certain écart face au vécu. Sans cet écart on sera toujours réduit à aménager la souffrance collectivement ou pas (ce que l'on peut reprocher au syndicalisme traditionnel). La séparation d'avec soi et d'avec le monde qu'est l'aliénation chez Marx doit inciter, en contrepoint, à redonner du sens à ce que l'on est et ce que l'on fait. Et il paraît indispensable que la pratique personnelle d'une exploration de ce qui nous aliène soit doublée par une dimension collective.

La dimension collective est ce que nous avons expérimenté à l'UA. Partager des connaissances (et non parler de l'aliénation) est le point de départ d'une rencontre mettant en jeu un écart par rapport au quotidien hostile à toute dissidence. C'est là où notre plaisir de parler des rencontres intéressantes à venir ou de l'actualité politique à certain moment de nos séances prend toute sa valeur. L'écart dont nous parlons s'insère dans le vécu individuel, il permet alors de lier son expérience quotidienne à une position construite et critique expérimentée collectivement. C'est à partir de cet écart que peuvent émerger des subjectivités dissidentes.

Pour notre part cela nous a engagés à créer collectivement un espace aux marges de l'université tout en prenant au mot l'idée même d'université. Évidemment tout cela n'est pas magique, comme nous avons voulu le montrer dans cet épilogue il y a un travail préalable de discussion et de références partagées pour donner un cadre clair à l'expérience. Nous pouvons alors parler d'espace public oppositionnel car il se fonde sur une pratique et des choses vécues en commun qui portent l'opposition jusqu'au maximum de ce que permet la reprise de la forme "université" en dehors de l'institution. L'espace public oppositionnel est là où des voix discordantes se donnent rendez-vous et tentent de créer, avec leur langage, quelque chose d'inassimilable par la société capitalisée.

Gzavier, décembre 2010



### D'OÙ CA VIENT ?

Le mouvement contre la LRU a mobilisé plus de 45 établissements pendant plusieurs semaines. Une réflexion de fond sur l'université, sa place dans la société a pu être engagée par endroit. Il nous paraît important que cette réflexion ne s'éteigne pas avec le reflux de la lutte. Comme d'autres l'ont fait (UFR autogérée de Paris 3 ou UFR zéro de Paris 8), nous proposons de mettre en place une structure de réflexion et d'action qui mette en question l'orientation de l'université actuelle. Cette structure pourrait s'appeler UFR autogérée, UFR d'autogestion ou comme on voudra, l'objectif étant de refuser la logique de soumission de nos vies à l'université aux décisions politiques (ANR, AERES, hyperprésident et CA restreint, etc.) ou aux intérêts privés (création de Fondations, professionnalisation...). Ce que nous proposons n'est qu'une ébauche dont l'objectif est de nourrir la réflexion.

### QU'EST-CE QU'UNE UFR AUJOURD'HUI ?

Une Unité de Formation et de Recherche (UFR) est une composante d'une université se rapportant souvent à un champ disciplinaire (par exemple l'archéologie), qui fédère les laboratoires de recherche et organise la formation se rapportant à son domaine. Elles sont créées par délibération du conseil d'administration de l'université. Elles élaborent leur propre statut et règlement intérieur, qui reçoivent ensuite l'approbation du conseil d'administration.

### UNE UFR AUTOGÉRÉE ?

Nous souhaitons renverser le fonctionnement des UFR classiques. Avant tout, nous refusons

tout droit de regard du CA sur notre fonctionnement. Ensuite, nous voulons rompre avec le cloisonnement disciplinaire, avec la logique de la consommation passive du savoir et des diplômes et celle de la réponse à appels d'offre. Que nous soyons enseignants, chercheurs ou étudiants, ce sont nos questions qui doivent guider l'orientation et la forme de notre travail. Nous constatons que le système universitaire dans sa forme actuelle ne peut être porteur de ce processus de libre construction des connaissances. Bien sûr, cette nouvelle UFR ne délivrera pas de diplômes. Mais combien d'entre nous parviennent à vivre un projet émancipateur dans une structure universitaire où les étudiants n'ont presque jamais la parole (à croire que ce ne sont que des réceptacles à réponses toutes faites) et où la recherche est de plus



### en plus encadrée ? QUELS THÈMES DE RÉFLEXION ? QUEL FONCTIONNEMENT ?

Nous n'avons pas l'intention de restreindre la nature des thèmes qui pourront être abordés. Notre idée est plutôt que ces thèmes soient proposés et décidés collégalement lors des assemblées générales décisionnelles. De même, nous ne voyons pas de raisons de définir par avance les formes de travail (enquêtes, exposés, comptes-rendus de lecture, débats, ...). Il sera peut-être nécessaire de définir un certain nombre de mandats (secrétariat, diffusion des informations...) afin d'assurer la pérennité de l'UFR entre deux assemblées générales. Afin de discuter de tout ça, nous proposons de nous réunir rapidement.



Voir aussi le même tract repris sur *Rebillyon*, avec des réactions : <http://rebillyon.info/Creation-d-une-Unité-de-Formation.html>  
... et la relance du projet l'année suivante : <https://rebillyon.info/Pour-une-fac-alternative.html>

## L'UA selon Pierre-Alexandre

C'était le printemps du moins il faisait beau et en ce temps là j'étais plein d'idéalisme ; je le suis toujours mais à cette époque j'étais persuadé qu'il suffisait de claquer des doigts pour changer le monde.

Un jour Laëtitia ma copine me parla d'un projet de personnes qui voulaient voir l'université autrement...

Mon état d'esprit sur le moment:

Sortant d'une période difficile avec mon université où j'avais tenté le dialogue et fourni un rapport sur les dysfonctionnements des services informatiques qui n'avait mené hélas absolument à rien. Résolument passionné par la technique informatique je n'arrivais pas à admettre que certains veuillent simplement se contenter de passer leur vie en faisant une petite carrière sans faire de vague et surtout s'opposer à la moindre évolution. Bien souvent par peur d'être soi-même mis en cause.

Du coup j'y suis allé vu que c'est ce qui me plaisait.

Le premier jour la salle était bien pleine, il y avait des étudiants mais aussi des personnes extérieures, des thésards.

D'entrée de jeu des individualités se sont démarquées et on sentait une envie de quelque chose de nouveau. Cependant l'une des premières choses était quand même que chacun y allait de sa science et de son vocabulaire, mais ce n'était pas trop marqué ce jour là, les gens se jugeaient. Dès le départ il y a bien eu très vite des gens éternés par le potentiel côté fumeux des choses. D'ailleurs je crois que dès le début j'y suis allé avec l'envie d'éviter ce genre de choses : de formation informatique j'ai toujours préféré les structures décentralisées plutôt que les pyramides.

(Note je ne parle pas des prénoms sinon je vais y passer la nuit.)

Bon je change de style :

- 1 la découverte
- 2 la réunion stérile
- 3 En route vers la friche face à l'inconnu
- 4 la Création d'une cellule.
- 5 connexion vers l'extérieur
- 6 problème de croissance répliation
- 7 mes amours mes emmerdes
- 8 tiens Philippe voilà les clefs
- 9 les ego
- 10 la vidéo mon seul atelier
- 11 en route vers d'autres aventures
- 12 Philippe rappelle

## Epilogue sur l'UA

Nous proposerons dans ces lignes un retour sur la démarche de l'Université Autogérée en mettant en avant une part du corpus qui nous a permis d'exister.

### Avancer en marchant

Partant du conflit contre la LRU deuxième du nom nous rappellerons comment nous avons choisi un chemin qui n'était pas tout tracé pour faire exister un collectif. La constitution en « espace public oppositionnel » fut d'abord le fruit de débats, de textes, de rencontres qui n'étaient pas joués d'avance.

L'initiative fut proposée en premier lieu par la CNT qui mobilisait alors les expériences du syndicalisme révolutionnaire d'instruction des travailleurs comme facteur d'émancipation. Bien sûr nous ne sommes plus dans le même contexte comme le relève le texte de Thomas dans ce dossier mais la question de l'auto-éducation et de l'émancipation reste d'une complète actualité.

De cette amorce et après quelques réunions qui ont vu arriver des individus aux différents parcours nous avons commencé à brasser des idées, des pistes qui allaient prendre forme dans de grandes réunions de conception du projet.

On se rappellera en premier lieu le texte de Bernard Aspe « Pour une politique du savoir » qui permit de poser la question des conditions dans lesquelles se meuvent les savoirs dans le champ universitaire. A ce titre nous avons choisi de participer à « une insurrection des savoirs assujettis » pour reprendre une formule de Foucault proposée par Aspe, c'est-à-dire de pointer toute l'importance du savoir non académique ou compris comme mineur. C'est aussi dire que l'espace duquel nous nous inspirions, l'université, n'était pas vierge de soumission et de divers arrangements avec le Capital.

De ce fait, prenant acte de nombreuses limites de l'université en présence il nous est apparu nécessaire de (re)donner un sens à celle-ci, notre sens. Pour cela nous nous sommes aidés d'un texte de Plinio Prado « Le principe d'université ». Nous avons repris à notre compte les points forts sur lesquels fonder notre démarche telle l'exigence d'un exercice libre et public de la pensée ou l'attachement à la réflexion critique.

Notre activité allait prendre en profondeur avec la composition en septembre 2009 d'un premier texte réunissant les points que nous venons de citer pour un « manifeste » ou plutôt un projet en devenir. Dans ce projet nous propositions alors l'atelier comme terrain d'expérimentation non pas de simple transmission des savoirs mais véritablement de co-construction.

A partir de ce premier point fort Dietrich allait proposer un texte « A propos d'un nouveau langage de la lutte » avec des pistes sur la forme des combats à mener aujourd'hui. Nous en retiendrons la proposition la plus percutante celle de mener une démarche qui permette « l'insurrection des sens et du sens ». Cette proposition marque un tournant car elle nous pousse véritablement vers tout ce qui déborde, débat avec passion et pour tout dire vers ce qui nous rend vivant. Un texte de Michel suivit « UA, luttes sociales et nouveau langage commun » qui revenait sur notre furieuse envie d'exprimer ce qui lie les individus pendant et parfois après les mouvements sociaux.

On peut donc voir dans l'UA une double inscription, d'une part proche de l'université comme lieu d'échange des savoirs, d'autre part s'inscrivant dans une ouverture aux luttes dont l'UA est pleinement redevable. Le pari était que se poursuive la rencontre de ces deux aspects. Même si nous allions dans les mois qui suivirent mener avec plus ou moins de succès la critique en acte de l'université pour faire celle qui nous convient nous n'avons jamais pu complètement prendre notre envol vu la réduction de l'UA à un seul noyau de base.

Il me semble nécessaire de dire maintenant que nous avions une démarche à la marge de l'université mais aussi du militantisme. Notre exigence dans l'échange lors des réunions avec non pas seulement des textes mais surtout une réflexion partagée, une mise en forme collective n'était pas si séduisante que cela. Nous n'avons pas cédé au prêt-à-penser ni à l'élitisme comme nos deux réunions « événementiel » l'ont prouvé mais

## Démolir, dit-il

La friche RVI n'est pas venue d'en haut bardée de millions. Elle s'est constituée d'elle-même – désir réalisé d'un espace autre, à la fois *dans* et *hors* la ville.

Elle s'est faite à *l'usage*, en huit années d'existence, palais d'autant de facteurs Cheval.

*Comme lieu d'art*, la friche RVI est le lieu où l'art se pose les questions de sa valeur d'usage et de son droit de cité.

*Comme projet urbain*, la friche oppose à la maîtrise d'ouvrage une maîtrise d'usage : à la démolition, la reconversion ; à la violence d'un urbanisme post-moderne sans acteur et sans histoire, la caresse d'une écologie urbaine qui interroge nos lieux et nos styles de vie.

*Comme espace politique*, la friche est le lieu où la ville se pose la question du droit de ses habitants à disposer d'elle – et donc d'eux-mêmes.

Quand habiter la ville, ce n'est pas seulement en être l'usager. Quand habiter la ville, c'est la faire.

Cette friche, au 31 juillet, la ville de Lyon veut la fermer.

Or, la concertation qu'attendaient les quelques 400 personnes travaillant sur le site afin d'inventer une solution de relogement effective à cette date n'a pas eu lieu.

A la place, la ville leur a fait lundi 7 juin la proposition suivante : vous quittez les 34000 m2 du tènement RVI au 31 juillet, sans faire d'histoires. Vous pourrez alors emménager *en septembre* dans 3500 m2.

A la question de savoir ce que les artistes feraient de la centaine de tonnes d'outils, d'œuvres, de matériaux, de décors en leur possession dans l'intervalle de deux mois séparant la fermeture de la friche de l'ouverture annoncée d'un nouveau lieu, il n'a pas été apporté de réponse.

A la demande d'un délai pour organiser la transition, aménager le nouvel espace, assurer la continuité de leur activité et ainsi leur permettre d'honorer les engagements qu'ils ont contractés, il a été répondu qu'il n'y en aurait pas.

Face à l'évident problème de place que pose la division par dix des surfaces, la perspective incertaine d'un lieu plus loin dans le temps et dans l'espace a été esquissée.

Quelques semaines plus tôt, aux frichards agacés qu'on ne leur parle que de démolition, il avait été rétorqué : « il faut bien préparer l'avenir ! ».

Sans eux, semble-t-il.

Mais la question se pose, *de quel avenir s'agit-il ?*

Friche RVI / friche-rvi.org  
(communiqué de presse du 08 juin 2010)

## L'idée de l'UA

L'idée de l'université autogérée (UA) de Lyon est née il y a plus d'un an dans le contexte de la lutte menée dans les universités contre la LRU. J'ai fait partie, avec quelques autres camarades de la section supérieur et recherche de la CNT Education du Rhône, des initiatrices-eurs de ce projet qui possède aujourd'hui une dynamique propre, indépendamment de toute organisation politique ou syndicale<sup>3</sup>. Ce petit texte a pour objectif de présenter les motivations qui nous ont conduit à prendre cette initiative (pas seulement par mégalomanie mais aussi parce que les animateurs actuels ont pensé que ça pourrait être intéressant pour l'inter-séminaire !). Il s'agira néanmoins seulement de mon point de vue.

Les relations entre le syndicalisme révolutionnaire, l'anarchosyndicalisme, et la question de l'éducation et de la formation sont anciennes. On peut en trouver une analyse qui me semble bien documentée dans un livre récent d'Hugues Lenoir intitulé *Eduquer pour émanciper*<sup>4</sup>. Le projet révolutionnaire des syndicalistes de la fin du XIXème et du début du XXème siècles faisait une place importante à l'éducation des travailleurs. Il s'agissait non seulement de se former aux nouvelles (poly)techniques de production mais aussi selon la formule de Fernand Pelloutier, un des initiateurs de la fédération des bourses du travail, de permettre aux ouvriers d'acquérir *la science de [leur] malheur*. L'éducation-formation est donc conçue comme un levier d'émancipation sociale. Elle est aussi considérée comme une nécessité intrinsèque de la perspective révolutionnaire d'une prise en main de l'organisation sociale par les ouvriers. Les syndicalistes révolutionnaires encouragent alors l'organisation de formations au sein des structures syndicales, des bibliothèques se créent au sein des bourses du travail<sup>5</sup>.

Il y a un aspect sur lequel je veux insister puisqu'il contribue à expliquer pourquoi j'ai eu envie de contribuer à ce projet d'université autogérée. L'originalité de la perspective syndicaliste révolutionnaire et/ou anarchosyndicaliste est de considérer que l'éducation des ouvriers doit être une auto-éducation, qu'elle doit émerger des questions qui se posent dans l'atelier, sur le lieu de travail et plus généralement dans la vie ouvrière. En bref, l'éducation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Cette approche s'oppose en particulier à celles des socialistes étatistes. Le fossé est béant avec nos défilés moribonds d'aujourd'hui (auxquels je participe) pour la défense du service public d'enseignement supérieur et de recherche et plus généralement pour le réengagement de l'Etat dans les services publics ! Elle s'oppose aussi

<sup>3</sup> Il y a eu une rotation presque complète au niveau des participants et animateurs de l'UA, sans pour autant qu'il y ait, à ma connaissance, de désaccords particuliers sur son fonctionnement ou ses objectifs.

<sup>4</sup> *Eduquer pour émanciper*, Paris, Editions CNT-RP, 2009, 176 pages. Voir aussi son site internet : <http://www.hugueslenoir.fr/>

<sup>5</sup> Sur l'histoire de la bourse du travail de Lyon, voir David Rappe, *La Bourse du travail de Lyon. Une structure ouvrière entre services sociaux et révolution sociale*, ACL, 2004, 222 pages.



au point de vue autoritaire et avant-gardiste des bolcheviques qui survit toujours aujourd'hui dans nombre de groupuscules communistes.

Le rapport avec l'université du XXIème siècle ? Les quelques remarques ci-dessus sont surtout une rationalisation a posteriori... Mais quand même. Il était clair pour nous que la formation proposée par l'Etat dans les universités n'est pas émancipatrice. S'en rendre compte dans une université scientifique comme la mienne n'est pas très difficile. Les étudiants s'ennuient, les allées et venues au RU donnent l'impression d'un mauvais film de zombies. Le peu de liberté laissée aux personnels, en particulier chercheurs et enseignants-chercheurs, est gangréné par le management de l'évaluation et du projet. La dernière mobilisation des personnels (du jamais vu ici) a été l'occasion de l'exprimer, parfois dans le plaisir et la radicalité<sup>6</sup>. D'un autre côté, les rapports de hiérarchie et de pouvoir entre détenteurs du Savoir et consommateurs de Diplôme était pour nous, militants libertaires, insupportables. Tant pour les enseignants que pour les étudiants (qui sont syndiqués à la CNT dans une même structure). D'ailleurs, un des premiers thèmes qui a été abordé lors des rencontres de l'UA a été celui de l'autogestion, des rapports de domination dans les prises de parole, dans l'organisation physique des salles etc. Bref, il devenait urgent de se réapproprier l'université et de décider nous-mêmes sur quoi et comment travailler. Bien sûr, l'université est un espace institutionnel particulier, largement coupé des réalités du monde du travail. Nous subissons la cassure entre formation initiale et formation continue. Ceci dit, notre objectif était d'abord d'expérimenter quelque chose de relativement souple et sans ambition démesurée en s'ouvrant au maximum vers l'extérieur. Des chômeurs, des retraités, des salariés sont d'ailleurs passés par l'UA et continuent à participer à son fonctionnement.

Thomas, le 27/05/2010.

---

<sup>6</sup> Allez jeter un coup d'œil sur le blog de l'occupation du bâtiment de la présidence : <http://occupation-presidence-lyon1.over-blog.com/>

## L'inter-séminaire des 4, 5 et 6 juin 2010, Paris

"Les 4, 5 et 6 juin 2010, à la Générale en Manufacture s'est tenu le premier Inter-séminaire<sup>2</sup>. Il a rassemblé différents collectifs, issus des luttes politiques menées ces dernières années dans et à partir de l'Université.

Pour continuer le mouvement et occuper les espaces critiques qu'il a libérés, des UFR et des séminaires autogérés, des comités et des groupes de recherche autonomes ont mis en place diverses expérimentations : structures collectives d'écriture et de production de savoir, remise en cause des frontières disciplinaires, articulations d'élaborations théoriques et de pratiques politiques. Le Comité 227 (Toulouse Mirail), l'Université Autogérée (Lyon), l'UFR 0 et le séminaire « in situ » (Paris 8), le laboratoire junior « Actualité des concepts d'aliénation et d'émancipation » (ENS Lyon), les séminaires autogérés « Emancipation » et « Propriété et Résistances » (ENS Ulm), se sont retrouvés pour mettre en commun leurs expériences. Les ateliers ont permis d'aborder quelques thèmes transversaux à ces initiatives : politisation de l'Université et de l'espace public, critique du système scolaire à partir de la notion d'errance, liens entre féminismes et révolution, etc. A l'issue de cette rencontre, des problématiques et des pistes de travail communes ont été esquissées, avec quelques questions ouvertes : comment lutter contre les stratégies d'invisibilisation dans l'Université? Comment créer ensemble des espaces et des formes collectives d'action et de réflexion? Quelles nouvelles approches des relations entre politique des savoirs et savoirs politiques voulons-nous ?"

(brève parue dans *l'Offensive sociale et libertaire*)

<sup>2</sup> Voir sur <http://inter-seminaire.org/> le tract de présentation et le programme des rencontres :  
<http://inter-seminaire.org/?q=INTER-SEMINAIRE+4-5-6+JUN+2010+TRACT>  
<http://inter-seminaire.org/?q=INTER-SEMINAIRE+4-5-6+JUN+2010+THEMA>

## LIGNE D'ERRE UACIENNE

L'UA allait son erre (allure manière d'aller).

Depuis les tenaces manifestations d'étudiants et chercheurs, sit-in sous péristyles de l'opéra ou musée des Beaux arts pour des cours hors les murs, rencontres dans les fauteuils confortables de la Friche.

Du centre à l'est.

Après un temps elle se réappropria des salles à l'Université Lyon II. Courut de là le 29 juin à l'atelier de Dietrich sur Tarnac, à l'Institut des sciences de L' Homme, grimpa à la CNT rue Burdeau puis de là à la Plume Noire.

L'été survint.

Les étudiants stéphanois rejoignirent leur ville. Certains comme Jeremy et Lucia choisirent No Border, d'autres des Jobs d'été ou vacances.

Un noyau d'estivaliers lyonnais resta entretenir la flamme sur l'axe Montée Saint Sébastien au Cedrat ou place Colbert à mi-pentes, lieu des manifestations canutsiennes, pour réunions vespérales. Enfin en haut à la Maison de l'Ecologie. Là se fit la rentrée, étoffée de septembre 2009.

Par commodité, on regagna le 4 bis de L'Université, fluctuant néanmoins entre le rez de chaussée CR43 et les sous-sols voués aux airs confidentiels.

Sous l'aile d'Henri Lefèvre on parla de se réapproprier la ville ce soir-là vinrent des urbanistes et travailleurs sociaux.

A L'ISH on s'installait de même selon vacuité des salles. L'UA espace oppositionnel hantait ce lieu d'ordre chargé d'oppression et Sylvie y présenta son travail sur la non violence.

On suivit les doctorants à Bron aux Journées Critique. On suivit.

Gzavier en délégation avec dossier préparatoire bien étoffé par Philippe monta à L'inter-séminaire à Paris.

Parmi les textes préparatoires de L'Interséminaire, Flavie proposa un document sur Deligny, spécialiste des enfants autistes, inventeur des cartes de déplacement camérées, « comme mode d'expérimentation couplée à une exploration de la ressource de la pensée humaine ».

Deligny oppose l'institution, son projet idéologique, ses enjeux de pouvoirs, son « idéologie de la libération » et « la liberté en acte de cette « tentative ». Il rejoint le goût cartographique de Deleuze mais aussi l'exposition à la bibliothèque de la Part-Dieu sur Foucault d'où appert « la liberté comme une pratique ».

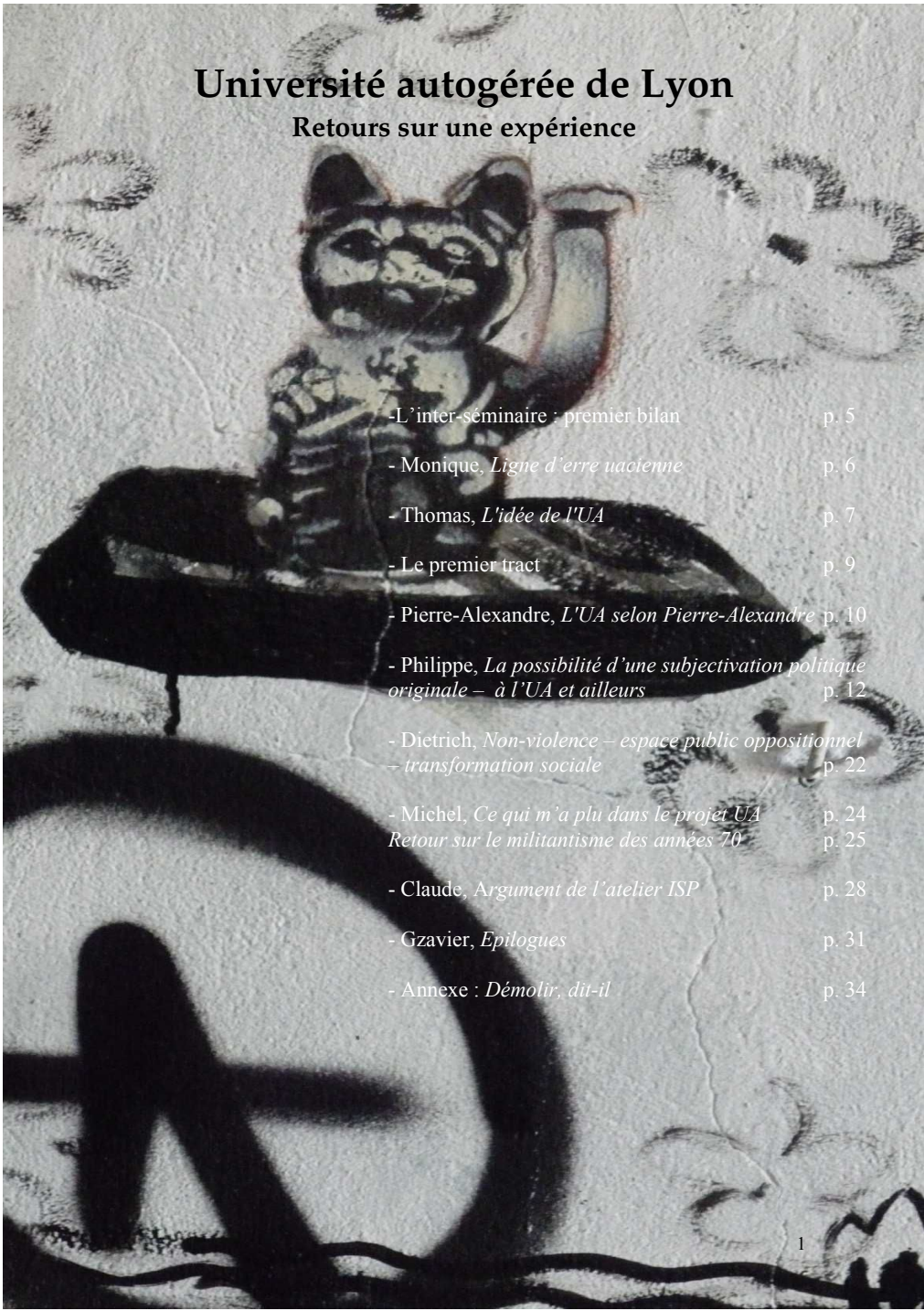
La tentative de L'UA, ses déplacements entre locaux institutionnels et lieux de micro résistance, ses évitements de la presque île et de la rive droite de la Saône, ses projets sans suite et ses suites sans projet, suit aussi une ligne d'erre qui lui est propre.

L'UA s'en fut à petite erre, là là l'air...



# Université autogérée de Lyon

## Retours sur une expérience

- 
- L'inter-séminaire : premier bilan p. 5
  - Monique, *Ligne d'erre uactenne* p. 6
  - Thomas, *L'idée de l'UA* p. 7
  - Le premier tract p. 9
  - Pierre-Alexandre, *L'UA selon Pierre-Alexandre* p. 10
  - Philippe, *La possibilité d'une subjectivation politique originale – à l'UA et ailleurs* p. 12
  - Dietrich, *Non-violence – espace public oppositionnel – transformation sociale* p. 22
  - Michel, *Ce qui m'a plu dans le projet UA* p. 24
  - Michel, *Retour sur le militantisme des années 70* p. 25
  - Claude, *Argument de l'atelier ISP* p. 28
  - Gzavier, *Epilogues* p. 31
  - Annexe : *Démolir, dit-il* p. 34



A la faveur des mouvements qui ont traversé l'université ces dernières années, et singulièrement au printemps 2009, un projet d'UFR puis d'université autogérée<sup>1</sup> a fait se rencontrer à Lyon des personnes que l'ordre des choses ne destinait pas à se rencontrer de la sorte: étudiants, profs, mais aussi personnes extérieures à l'université institutionnelle, engagées dans le monde associatif, salariés, précaires, chômeurs, retraités, militants ou non se sont ainsi retrouvés autour de la vocation émancipatrice du savoir, de sa portée critique orientée vers la transformation sociale, de la recherche d'alternatives dans sa production et sa transmission. Pendant un an, des ateliers croisant théorie et pratique ont cherché à se mettre en place, en lien ou non avec des luttes extérieures à l'université, un blog a été ouvert et régulièrement mis à jour, des textes ont été produits, un séminaire autogéré sur les "espaces publics oppositionnels" a été tenu sur plusieurs séances, et une participation au premier inter-séminaire qui a réuni en juin 2010 des initiatives similaires en France et ailleurs a pu enfin être envisagée. C'est à partir de nos contributions à cet événement que cette brochure a été composée, qui peut être lue comme un témoignage sur une expérimentation qui pourrait éventuellement être reprise, en tout cas qui continue ailleurs sous des formes multiples, et désormais autrement pour ceux qui auront participé à l'UA.

---

<sup>1</sup>Blog : <http://univautogeree.canalblog.com>  
Contact : [universite.autogeree@gmail.com](mailto:universite.autogeree@gmail.com)